

*Expansion des exportations*

Et l'article poursuit:

Le haut niveau d'activités économiques du centre sud du Brésil, desservi par Light S.A., une compagnie d'électricité, se reflète dans des ventes d'électricité accrues—22.4 milliards de kilowatts-heures...

Le revenu des investissements brésiliens de la compagnie pour 1972 s'est élevé à 7.5 millions de dollars contre 8.2 millions de dollars. Au cours de l'année, le service d'investissement au Brésil s'est lancé dans deux opérations importantes: conditionnement des viandes et brassage.

Elle est dans le brassage au Canada, donc pourquoi pas au Brésil? Je crois savoir qu'elle envisage de produire des boissons alcooliques et non pas seulement de la bière.

**M. l'Orateur adjoint:** Je regrette d'interrompre le député mais je crois comprendre qu'il s'est produit certains événements qui lui permettront de reprendre la parole dans 20 secondes. Le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé (M. MacEachen) invoque le Règlement.

**M. Reid:** Monsieur l'Orateur, j'ai eu un entretien avec les députés par le canal habituel et je pense que la Chambre sera d'accord pour renoncer aujourd'hui à l'heure réservée aux initiatives parlementaires et poursuivre ce passionnant débat.

**M. Baldwin:** Le canal habituel est d'accord.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** D'accord.

[Français]

**M. Henry Latulippe (Compton):** D'accord.

[Traduction]

**M. l'Orateur adjoint:** Je crois comprendre que la Chambre est d'accord pour renoncer à l'heure réservée aux initiatives parlementaires et pour permettre au député de Scarborough-Ouest (M. Harney) de poursuivre son exposé.

**M. Harney:** Monsieur l'Orateur, il est rare que la Chambre soit prise en flagrant délit d'unanimité et il convient de noter cet événement.

Je parlais de conditionnement de viandes et de brassage. Nous savons tous que la Brascan s'occupe de brassage au Canada et qu'une de ses principales filiales est une petite entreprise appelée Labatt Incorporated. Des nouvelles plus récentes nous apprennent que la Brascan a des exploitations au Brésil et s'est lancée dans les entreprises de salaison, en ce sens qu'elle a repris l'usine Swifts (Brésil) qui n'est pas une petite affaire. Je voudrais tout simplement donner ces éléments à la Chambre pour montrer qu'il ne s'agit pas d'une société pauvre mais plutôt d'une société très riche qui sait exactement où est son intérêt, ou du moins en partie, et elle peut facilement demander de l'argent à la Société.

● (1700)

Il est intéressant de voir ce qui s'est passé au cours des dernières années pour les prêts accordés par la Société. En regardant les rapports annuels de 1971 et de 1972, j'ai découvert des chiffres très intéressants. Dans le rapport de 1971, on dit que le montant total des accords de financement signés entre la Société et le Chili s'est élevé à environ 24.68 millions de dollars. Il ne s'agit pas de tout l'argent prêté en réalité, mais de la somme totale ayant fait l'objet d'accords. Pour une raison mystérieuse que je ne puis comprendre, le montant total des accords de financement signés pour l'année 1972 et avant, entre la Société et le Chili, ou entre des compagnies et la Société, s'est élevé à 24.67 millions de dollars. Je me demande comment le

[M. Harney.]

montant d'un poste peut diminuer. Il est manifeste que ce poste a diminué. Ce n'est pas tellement cette anomalie qui m'intrigue, mais plutôt la destination de l'argent, surtout en Amérique du Sud.

Si on remonte à 1972 et si on compare les sommes avancées au Chili et au Brésil, on constate que le Chili, pays relativement petit, a signé avec la Société des accords pour la somme de 24.68 millions de dollars, tandis que le Brésil n'a signé des accords que pour 13.17 millions de dollars. Mais en 1972, par un effet magique, le Chili en est toujours au même chiffre, tandis que le Brésil est brusquement passé à 62.4 millions de dollars. Pourquoi ce changement? Que s'est-il passé pendant cette période? Se pourrait-il que l'évolution des modes de prêt que nous constatons ait quelque chose à voir avec les événements politiques sur le continent sud-américain? Pourrait-elle avoir quelque chose à voir avec le fait que le Chili a commencé à exproprier avec et sans compensation certaines sociétés internationales qui se livraient à l'exploitation minière et à la mise en valeur dans ce pays? On peut se le demander.

On n'aime pas rechercher des conspirateurs dans ces affaires-là, mais on est amené à croire qu'une certaine influence a pu s'exercer sur la Société pour l'expansion des exportations, qui a dit: «Attention, le Chili n'est plus de tout repos, car il a un président marxiste et, en outre, le Chili n'a pas agi correctement en expropriant ou en nationalisant les grandes sociétés américaines. Le Brésil, d'autre part, est sûr. Il a un gouvernement stable et excellent. Ce n'est pas un pays très démocratique mais il a un gouvernement stable, et c'est là que nous allons prêter notre argent. D'ailleurs, nous avons des amis canadiens qui y travaillent».

Pendant que j'y suis, je veux souligner une chose. Nous ne devons pas supposer que la Société est ici à Ottawa à attendre les clients du Brésil ou du Chili. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Ce ne sont pas les corporations ou les sociétés en dehors de l'Amérique du Nord qui viennent à Ottawa demander un emprunt. Comme nous le savons, on l'a dit et reconnu. C'est une réalité. C'est la société d'exportation canadienne qui fait le nécessaire pour le financement en contactant la Société pour l'expansion des exportations. Ainsi, monsieur l'Orateur, ce dont nous parlons se produit réellement au Canada. La partie importante de cette affaire se déroule au Canada et non dans un pays éloigné.

La situation au Chili est particulièrement intéressante parce que, après tout, les conditions naturelles de l'industrie au Chili sont très semblables à celles qui existent au Canada. Le Chili dépend pour son bien-être de l'exploitation convenable de ses ressources naturelles, tout comme nous. En vérité, une grande partie de l'exploitation est semblable à la nôtre. C'est une économie qui repose en grande partie sur les industries extractives, l'exploitation minière en particulier, et ici je mentionne l'exploitation du cuivre. Nous sommes aussi engagés dans l'extraction du cuivre. Nous avons une certaine expérience qu'on vante suffisamment lorsqu'il est question de notre aptitude à mettre au point des techniques et des machines pour l'extraction minière. Le Chili a grandement besoin d'une telle expérience et des investissements de capitaux nécessaires. Nous pourrions les lui fournir.